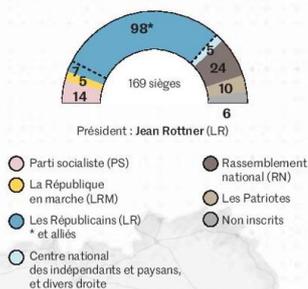


# Grand-Est

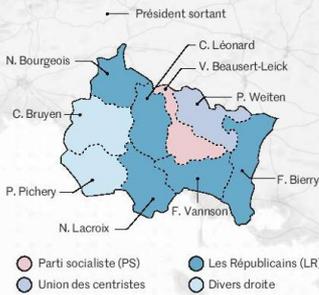
## Une région divisée qui tente d'exister

Le président sortant (LR), Jean Rottner, est bien placé pour conserver son poste. A moins que les difficultés de la droite et de la gauche ne fassent le jeu du RN, dans une région en proie au doute après la création de la Collectivité européenne d'Alsace

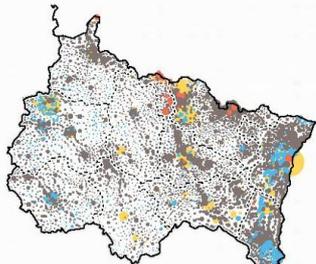
### CONSEIL RÉGIONAL SORTANT



### CONSEILS DÉPARTEMENTAUX



### PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE 2017



(Par commune, la taille est proportionnelle aux votes exprimés)

- E. Macron
- M. Le Pen
- J.-L. Mélenchon
- N. Dupont-Aignan

Sources  
Insee ; La France des treize régions, sous la direction de Laurent Carroué ; préfecture de région du Grand-Est ; Andra ; Geodes ; Cigéo ; Le Monde  
Infographie Le Monde  
Mathilde Costil, Xemartin Laborde et Floriane Picard

STRASBOURG - correspondance

Le spectre du scrutin de 2015 hante la précampagne des régionales dans le Grand-Est. Il y a six ans, en effet, la liste du Front national, conduite par Florian Philippot, était arrivée en tête du premier tour (36 %), devant celle d'union LR-UDI-MoDem, menée par Philippe Richert (25,8 %). En 2021, l'extrême droite sert toujours de repoussoir dans un débat complexifié par l'arrivée dans le paysage politique de La République en marche (LRM) et par la création, le 1<sup>er</sup> janvier, de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), qui vient quelque peu bousculer l'assise de la région.

A la tête de la liste Rassemblement national (RN), Laurent Jacobelli est le premier candidat à s'être déclaré. En 2015, il portait les couleurs de Debout la France. Un sondage Harris Interactive, commandé par Europe Ecologie-Les Verts et réalisé en ligne, du 13 au 19 avril, sur un échantillon de 1004 personnes, le donne en tête au premier tour, avec quatre points d'avance sur le président sortant (Les Républicains), Jean Rottner. Ouvertement favorable au retour des anciennes régions, Laurent Jacobelli se garde pour l'instant d'intégrer les enjeux régionaux dans son discours, préférant se positionner sur les thématiques récurrentes du RN. Une approche « hors sol » qui a l'avantage de ne pas l'empêtrer dans les questions d'identité, qui restent vivaces dans le Grand-Est.

C'est en effet tout le problème de Jean Rottner, pressenti pour être candidat à sa propre succession à la tête de la région. Son ambition de bâtir un nouveau front républicain à droite, à l'image de l'alliance portée il y a six ans par son prédécesseur, Philippe Richert, est aujourd'hui fragilisée par les fractures parcourant le territoire.

Pour certains habitants de Champagne-Ardenne ou de Lorraine, l'ancien maire de Mulhouse incarne l'hégémonie alsacienne au sein de la nouvelle région. Pour de nombreux Alsaciens – et jusque dans son propre camp –, à l'inverse, son succès à la tête du Grand-Est s'inscrit en négatif du renforcement des compétences et des pouvoirs de la Collectivité européenne d'Alsace. Et c'est un bilan en mi-teinte que doit finalement défendre le président sortant, le volontarisme affiché sur le plan économique n'ayant pas suffi à effacer le manque d'homogénéité du territoire.

#### LES ÉLUS DU MODÈRE TIRAILLÉS

L'émergence de LRM dans ce paysage ajoute une difficulté. Dans le Grand-Est, majorité présidentielle et majorité régionale ne se confondent pas, surtout depuis que le premier ministre, Jean Castex, est venu dire à Colmar, le 23 janvier, tout le mal qu'il pensait des nouvelles régions. La direction nationale du parti Les Républicains exclut elle-même toute alliance avec LRM. Membres de la majorité régionale, les élus MoDem sont quant à eux tiraillés entre la position nationale de leur mouvement – les adhérents alsaciens ont confirmé leur soutien à la majorité présidentielle – et leur fidélité au président de la région. Les deux tiers d'entre eux ont finalement décidé de suivre Jean Rottner, bien que le principe d'une liste commune LRM-MoDem-Agir soit lui aussi acté.

Reste à choisir quelqu'un pour l'incarner. A côté de Bérandère Abba, ancienne secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité et chef de file de LRM dans le Grand-



### GRAND-EST

POPULATION (2020) : 5 522 476 hab. (6<sup>e</sup>)  
SUPERFICIE : 57 441 km<sup>2</sup> (4<sup>e</sup>)  
PIB RÉGIONAL/HAB. (2018) : 29 091 € (8<sup>e</sup>)  
PRÉFECTURE : STRASBOURG

Est, un autre nom circule : celui de l'actuelle ministre déléguée chargée de l'insertion, Brigitte Klinkert. Personnalité fondatrice de la CeA, elle pourrait rallier à elle nombre de déçus du Grand-Est.

Face à une droite qui se cherche, la gauche non plus ne partira pas unie aux élections régionales, à moins d'un improbable accord de dernière minute.

Avec l'Appel inédit pour le Grand-Est lancé à la mi-décembre par l'ancienne ministre de la culture Aurélie Filippetti, la députée Caroline Fiat (La France insoumise) et la conseillère régionale Perrine Richardot (Parti socialiste), le rapprochement semblait pourtant à portée de voix. Objectif des signataires : « Rassembler un électorat gazeux qui ne se retrouve pas dans les partis traditionnels, en dépassant les appareils politiques ». Grâce à des webinaires organisés sur les réseaux sociaux, l'initiative aurait permis, selon Perrine Richardot, « de faire ce que Jean Rottner n'a pas réussi : créer une nouvelle identité pour la région Grand-Est ». L'élue régionale a effectivement été rejointe par de nombreux socialistes alsaciens et de l'Aube.

Son parti d'origine a cependant choisi une autre stratégie en passant, en mars, un pacte avec EELV et le Parti communiste français, à l'échelle du Grand-Est. A sa tête, l'écologiste Eliane Romani. Un accord de partis, donc, qui se connaissait suffisamment bien pour trouver une position commune... mais qui se retrouvent totalement désorientés face à l'initiative d'un groupe d'élus faisant appel à l'opinion publique. « On connaît les positions de l'une et des autres, mais qu'en est-il de celles du mouvement lui-même? », résume Michaël Kugler, secrétaire d'EELV Alsace.

L'union de la gauche semble notamment acheminer sur une certaine conception de ce que doit être la région Grand-Est. « L'enjeu, ce ne sont pas les questions identitaires, mais la démocratie de proximité. Les décisions doivent être prises au plus proche des gens », estime M. Kugler. Autre question, celle de la construction d'une liste commune : là où l'Appel inédit propose une égalité de sièges, le pacte exige deux tiers des places et la tête de liste. « Chacun a conscience que si les choses ne se font pas, c'est la droite ou l'extrême droite qui l'emportera », conclut Perrine Richardot. Une prévision qui risque bien d'être

révéler exacte : si, dans le dernier sondage commandé par EELV, Eliane Romani se retrouve désormais devant Aurélie Filippetti, la gauche dans son ensemble reste bien en deçà des autres courants politiques.

Enjeu majeur du prochain scrutin, six ans après sa mise en œuvre, quel bilan tirer de la création de la région Grand-Est ? Il serait largement positif, estime ses représentants. Selon les données du ministère chargé des collectivités territoriales, les dépenses de fonctionnement de l'administration régionale ont en effet diminué, pendant que les investissements opérationnels ont été multipliés par deux. Mais pour l'économiste Jean-Philippe Azenhoff, le compte n'y est pas. L'enseignement à la faculté d'économie de Strasbourg a publié une analyse scientifique et économique de la réforme appliquée dans le Grand-Est. « Les anciens sièges ont été conservés. Cette fusion cumule donc les inconvénients de la centralisation et de la dispersion », explique-t-il.

#### DÉCONNEXION DE L'ÉTAT

A ce travers commun à l'ensemble des régions fusionnées s'ajoute une spécificité : pour donner corps à une région écartelée entre une frange ouest tournée vers Paris, une zone frontalière dynamique et un centre dévitalisé, l'administration régionale a dû développer une stratégie identitaire. « Elle s'affiche dans tous les schémas : le tourisme a été instrumentalisé ; les fonds consacrés à la communication ont fortement augmenté. A la centralisation parisienne s'est rajoutée une centralisation au niveau régional », note le chercheur. Une approche reconnue à demi-mot par Jean Rottner, qui estime cependant que la crise sanitaire a amené la région à mieux collaborer avec les départements et les établissements publics de coopération intercommunale : « La région, qui était concentrée sur sa fusion, a ainsi levé la tête pour davantage de territorialité », résume-t-il.

« On a vécu la pénurie de masques, la déprogrammation des opérations ; tout cela parce que l'ARS [agence régionale de santé] n'est qu'un exécutant de Paris, sans marge d'action pour pouvoir s'adapter au terrain. Ce constat sans appel de Guilaine Kieffer-Desgrèpes, présidente de l'URPS médecins libéraux Grand-Est, révèle un des aspects de la crise due au Covid-19 vue de la grande région : la déconnexion de l'Etat face aux problématiques du territoire. Une carence qui a réveillé les ambitions des collectivités en matière sanitaire. De la distribution de masques à l'accompagnement des habitants dans le cadre de la campagne vaccinale, celles-ci ont multiplié les initiatives. Quittes à se poser en concurrentes les unes des autres.

Ainsi, pour Frédéric Bierry, président de la Collectivité européenne d'Alsace, tout est une question de périmètre. « Le Grand-Est est trop grand pour permettre une bonne connaissance des problématiques de chaque territoire. Au début de la crise, certains présidents de département n'avaient plus vu le directeur général de l'ARS depuis deux ans ! Quant à la région, elle fait les chèques, mais ne dispose pas d'équipes sur le terrain. La bonne échelle en matière d'action sanitaire, c'est le département », estime-t-il. « La santé est un enjeu d'aménagement du territoire », lui répond Jean Rottner. Plutôt qu'un énième transfert de compétences, ce dernier prône le dialogue pour trouver les solutions territoriales par territoire. « Chacun doit être en mesure d'apporter sa pierre », conclut-il. ■

NATHALIE STEY

ENJEU MAJEUR  
DU PROCHAIN SCRUTIN :  
SIX ANS APRÈS SA MISE  
EN ŒUVRE, QUEL BILAN  
TIRER DE LA CRÉATION DE  
LA RÉGION GRAND-EST ?

### 1 Dans un espace traditionnellement ouvert sur l'Union européenne...

Territoires où les frontaliers représentent plus de 10 % des actifs

Nombre de travailleurs frontaliers vivant en France, par pays, en 2017

L'axe rhénan, le plus grand bassin économique européen

Zone frontalière tournée vers l'Europe rhénane : fortes densités de population et activités dynamiques

44 % des frontaliers de France métropolitaine vont dans le Grand-Est

51 % du nombre de travailleurs frontaliers dans la région en vingt-cinq ans

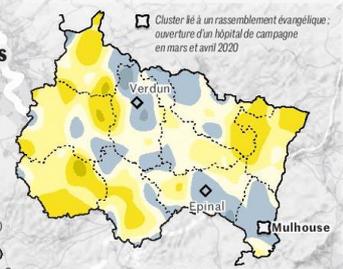
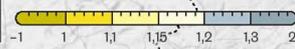
Communes de plus de 20 000 habitants, en milliers d'habitants

40 100 300

### ... la crise due au Covid-19 marque le retour des frontières

9 619 décès dans les hôpitaux du Grand-Est au 25 avril 2021, soit 1 724 décès pour 1 million d'habitants, région française la plus touchée. La moitié des dix départements les plus touchés sont dans le Grand-Est au 25 avril 2021.

Indice de surmortalité, sur la période du 15 mars 2020 au 15 mars 2021, par rapport à la moyenne des deux années précédentes durant la même période (Grand-Est : 1,3 / France : 1,2)



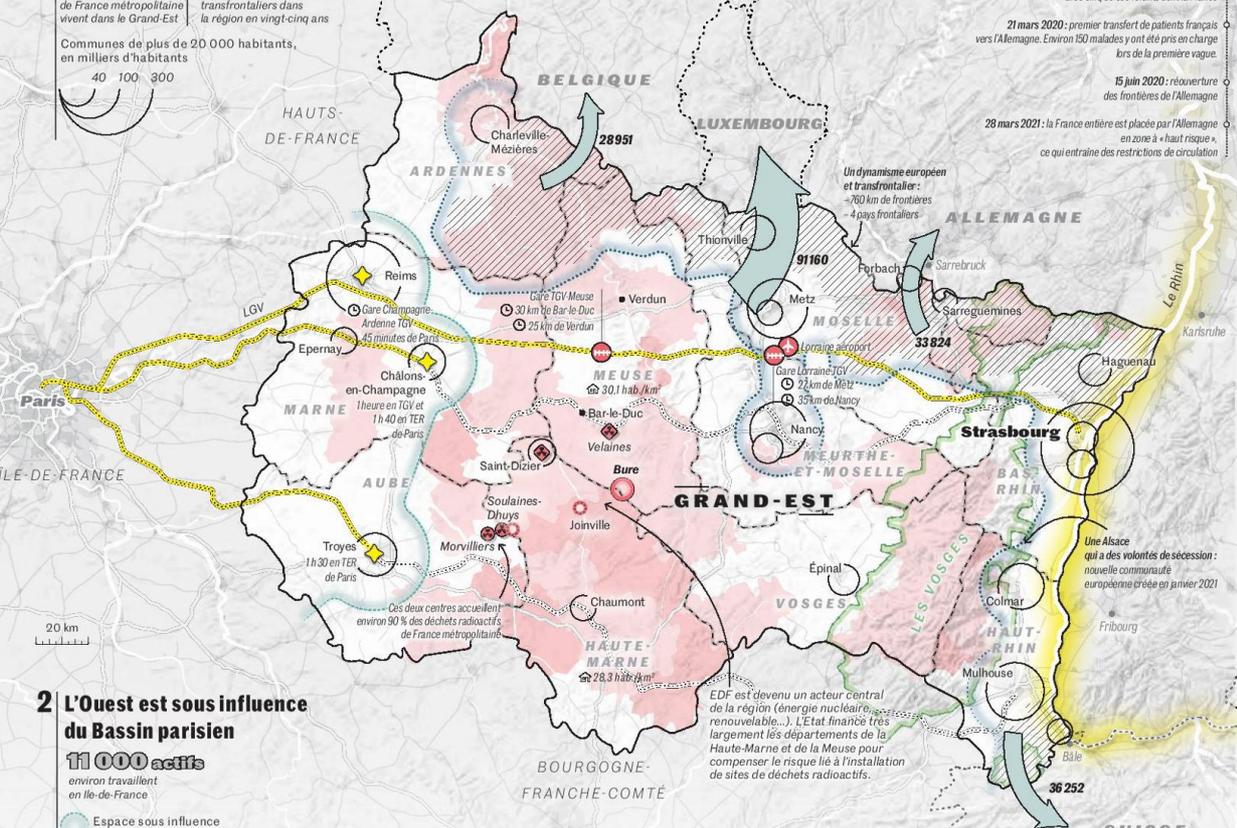
Cluster lié à un rassemblement évangélique : ouverture d'un hôpital de campagne en mars et avril 2020

16 mars 2020 : l'Allemagne ferme ses frontières avec cinq de ses voisins, dont la France

21 mars 2020 : premier transfert de patients français vers l'Allemagne. Environ 150 malades y ont été pris en charge lors de la première vague

15 juin 2020 : réouverture des frontières de l'Allemagne

28 mars 2021 : la France entière est placée par l'Allemagne en zone à « haut risque » ce qui entraîne des restrictions de circulation



### 2 L'Ouest est sous influence du Bassin parisien

11 000 actifs environ travaillent en Ile-de-France

Espace sous influence de la région parisienne

Des villes-banlieues de Paris bien reliées par le TGV

### 3 Au centre, une région dévitalisée qui accueille les déchets nucléaires

Un dépeuplement marqué

Baisse de la population entre 2008 et 2018

de 0 % à -5 % de -5 % à -10 %

Densité de population départementales inférieures à 50 hab. au km<sup>2</sup> (France : 105,1)

Les Vosges, « barrière naturelle » entre l'Est et l'Ouest

Le coût du « non-choix » : infrastructures de transports en rase campagne ne permettant pas de dynamiser le territoire

Des sites de stockage de déchets nucléaires

Centre de stockage existant

Plate-forme et unité de traitement liées aux déchets nucléaires

Projet d'enfouissement de déchets hautement radioactifs à longue vie de Bure (85 000 m<sup>2</sup>)

Autres projets

## Le Covid met en lumière l'identité frontalière

STRASBOURG - correspondance

Depuis le 2 mars, la ligne de bus qui relie Forbach à sa voisine allemande de Sarrebruck est suspendue. Idem à 15 kilomètres de là : à la suite du classement, par l'Allemagne, de la Moselle comme « zone à haut risque » puis comme « zone touchée par des variants », le tram transfrontalier reliant la capitale de la Sarre à Sarreguemines s'arrête avant la frontière, laissant des centaines de travailleurs et d'élèves frontaliers sans transport.

En un an, le Covid-19 aura bouleversé l'équilibre de la région Grand-Est, en particulier celui de ses franges nord et est, ouvertes sur la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse. L'Alsace, lors de la première vague, puis la Lorraine, durant la deuxième et troisième, ont vu réapparaître un phénomène que ces territoires avaient presque fini par oublier : l'existence de frontières. Celles-là sont certes moins marquées pour les frontaliers de la Belgique, du Luxembourg ou encore de la Suisse. Mais, pour les voisins de l'Allemagne, en revanche, emplettes et balades au pays de Goethe

font partie des souvenirs. Seuls les travailleurs frontaliers, les élèves ou encore les familles partagées entre les deux territoires peuvent en franchir la limite, dûment déclarés et munis d'un test de dépistage datant de moins de quarante-huit heures.

« Il n'y a que dans les grands groupes que les salariés peuvent se faire tester au sein de l'entreprise. Pour les autres, c'est la course aux tests en fin de journée, avec des files qui s'étirent devant les pharmacies et les laboratoires. Les salariés allemands, eux, n'y sont pas soumis ; comme si nous, Français, étions des pestiférés ! Nous habitons tous, pourtant, dans un même bassin de vie », témoigne Arsène Schmitt, président du Comité de défense des travailleurs frontaliers de la Moselle. La coopération transfrontalière, celle qui avait permis, lors de la première vague de l'épidémie, la prise en charge de malades pour désengorger les hôpitaux alsaciens et mosellans, serait-elle désormais en panne ?

Le constat fait par ceux qui subsistent tracasseries et contrôles au quotidien n'est pas partagé par tous dans le Grand-Est. Dans les réseaux d'affaires comme chez les

élus locaux, la fermeture des frontières au printemps a servi d'électrochoc. « Les dégâts occasionnés – 10 000 travailleurs frontaliers se retrouvant subitement au chômage technique et une activité économique en berne – ont servi de prise de conscience quant à l'importance de la coopération transfrontalière dans la région », estime Manou Massenez, président des conseillers du commerce extérieur du Grand-Est et membre du conseil économique, social et environnemental régional (Ceser).

« Pacte d'assistance mutuelle » « C'est grâce aux relations d'amitié existant entre élus de part et d'autre de la frontière que des solutions ont pu être trouvées en 2020 pour le transfert des malades, et c'est ce lien privilégié qui nous a permis, cette année, d'éviter une fermeture totale de la frontière. Au final, la situation nous a rapprochés », confirme Frédéric Bierry, président de la Collectivité européenne d'Alsace. Même analyse du côté de la Région : son président, Jean Rottnier (Les Républicains), estime que les relations transfrontalières, qui précédemment existaient de manière plutôt formelles au sein

de la Grande Région (Sarre, Rhénanie-Palatinat, Wallonie, région Grand-Est, Luxembourg), ont gagné une forme de maturité.

Les faiblesses révélées par la crise due au Covid-19 ont ainsi conduit la région Grand-Est et les Länder de Bade-Wurtemberg, de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre à signer, en novembre 2020, un « pacte d'assistance mutuelle ». Objectif : créer un espace de santé commun et supprimer les obstacles qui entravent la coopération franco-allemande. Le comité franco-allemand de coopération transfrontalière, institué par le récent traité d'Aix-la-Chapelle, a lui aussi permis de travailler très régulièrement – sur la problématique des frontières notamment.

Les élus locaux ont encore à faire face à des décisions ne tenant pas compte des spécificités de leur territoire, comme celle – décidée à Berlin – qui a renforcé les contraintes à l'égard des personnes en provenance de la Moselle. L'administration française n'est pas non plus exempte de responsabilité, estime Jean Rottnier. « Une forme de différenciation doit être possible », veut-il croire.

NATHALIE STEY